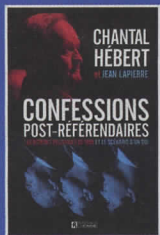


ET SI LE OUI L'AVAIT EMPORTÉ ?

Dans un livre-événement, la chroniqueuse politique Chantal Hébert recueille les confidences des principaux acteurs de la joute référendaire de 1995.

par Jonathan Trudel

Que serait-il arrivé si le camp du Oui l'avait emporté lors du référendum de 1995 au Québec ? Comment les principaux acteurs de la joute politique s'étaient-ils préparés à une telle éventualité ? Dans *Confessions post-référendaires* (Éditions de L'Homme), la chroniqueuse politique Chantal Hébert revoit cet événement phare de l'histoire canadienne à travers le prisme d'une hypothétique victoire du Oui.



Avec l'aide du commentateur et ex-ministre libéral Jean Lapierre, elle a recueilli les confidences de 18 personnalités, de Lucien Bouchard à Jean Chrétien en passant par Jacques Parizeau, Preston Manning et plusieurs ex-premiers ministres provinciaux.

Au lendemain du référendum, la plupart de ces politiciens auraient refusé de se confier à des journalistes, pensant qu'ils allaient tôt ou tard replonger dans un autre débat référendaire. Près de 20 ans plus tard, les langues commencent enfin à se délier... « Nous voulions simplement empêcher les pièces du puzzle post-référendaire d'être balayées sous le tapis de l'histoire », écrit Chantal Hébert.

Vous dites avoir fait un voyage de « découvertes ». Lesquelles vous ont le plus surpris ?

On ne s'attendait pas à découvrir qu'une guerre interne couvait dans le camp du Oui au moment même où une victoire était à portée de la main, selon les sondages ! On a été extrêmement déconcertés d'apprendre que les relations entre les clans de Lucien Bouchard et de Jacques Parizeau s'étaient grandement détériorées pendant la campagne. On s'imaginait que ces gens auraient été très soucieux de se concerter pour arrimer leur message et faire face à la tempête qui aurait sans doute frappé leur camp au lendemain d'une victoire serrée. Or, le jour même du vote, il n'y a pas eu de communication entre Bouchard et Parizeau ! Selon Mario Dumont, l'un des trois alliés du Oui, Lucien Bouchard et lui avaient passé une partie de la dernière semaine de campagne à chercher des façons de freiner les ardeurs de Jacques Parizeau en cas de victoire. Ils craignaient littéralement de se faire écarter en cas de victoire du Oui.

Dans quel sens ?

Quand Lucien Bouchard a été nommé négociateur en chef, à la mi-campagne, des milliers de Québécois se sont dit qu'il était le pilote de l'avion souverainiste. En réalité, s'il était pilote, c'était dans un avion télécommandé dont il n'avait pas vu le plan de vol. Quand on a fait l'entrevue avec Jacques

Parizeau, on a constaté qu'il était infiniment mieux préparé à un Oui que Lucien Bouchard et Mario Dumont. Il avait pensé aux « vraies affaires ». Et dans son esprit, l'offre de partenariat au Canada anglais, qui a occupé une grande place dans l'opération référendaire, n'était qu'un détail. Une fois la victoire acquise, sa première *job* aurait été d'écarter Lucien Bouchard et de reprendre le plein contrôle.

Les relations étaient-elles plus cordiales dans le camp du Non ?

Pas du tout. Elles étaient tout aussi dysfonctionnelles ! La question aurait été de savoir combien de temps Jean Chrétien aurait pu s'accrocher au pouvoir après un Oui. Personne à Ottawa n'était vraiment préparé à cette éventualité. À l'époque, le premier ministre, son chef de cabinet, le ministre des Finances, le ministre des Affaires étrangères et le juge en chef de la Cour suprême du Canada étaient tous des Québécois. De nombreux ministres du gouvernement n'auraient jamais accepté qu'ils négocient au nom du Canada anglais. Qui aurait été le *boss* du reste du Canada ?

Jean Chrétien avait prévu la tempête. Quand il a vu que les sondages étaient favorables au Oui, il a appelé Frank McKenna, alors premier ministre du Nouveau-Brunswick, pour lui demander s'il accepterait de faire partie d'un cabinet d'unité nationale en cas de victoire

Les alliés du Oui en 1995, Jacques Parizeau, premier ministre du Québec, Lucien Bouchard, chef du Bloc québécois, et Mario Dumont, chef de l'Action démocratique.



souverainiste. Tout ça s'est fait en secret: les autres ministres fédéraux n'ont jamais entendu parler de cette manœuvre... Tout comme ils n'ont pas entendu parler des réflexions du premier ministre de la Saskatchewan, qui songeait à quitter la fédération en cas de victoire du Oui. À tout prendre, Roy Romanow aurait préféré créer une nouvelle entité, du Manitoba à la Colombie-Britannique, plutôt que de vivre dans un pays dominé par l'Ontario!

Le Québec serait-il souverain, aujourd'hui, si les Québécois avaient voté Oui en 1995?

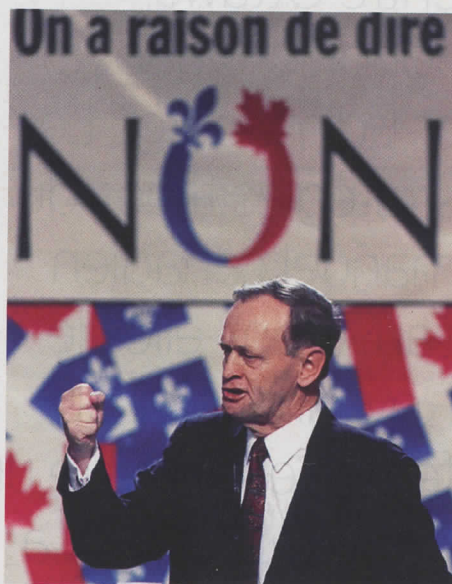
Impossible de le savoir. C'est comme lancer 10 balles en l'air et tenter de deviner lesquelles vous rattraperez. Allez donc savoir si Lucien Bouchard, plus populaire que Jacques Parizeau, aurait réussi à forcer la main au premier ministre du Québec et le contraindre à négocier avec le Canada. Ou s'il serait plutôt resté dans la chaudière, parce que Parizeau avait les rames en main. À mon avis, une faible majorité pour le Oui aurait d'abord constitué un problème pour les négociateurs du Québec, surtout s'ils n'étaient pas convaincus entre eux du sens et de la portée de leur mandat... D'ailleurs, Lucien Bouchard lui-même ne nous a jamais dit que les négociations après un Oui serré auraient abouti à la souveraineté. Il dit que ça aurait abouti à « quelque chose de mieux » pour le Québec. Ce n'est pas la même chose. ■

MANNING, LES CHEIKS ET LE QUÉBEC

« Dans l'hypothèse d'un Oui, Preston Manning [alors chef du Parti réformiste, ancêtre du Parti conservateur du Canada] n'avait aucunement l'intention de convaincre les Québécois de revenir sur leur décision. Il aurait plutôt cherché à persuader les électeurs du reste du Canada qu'il était le plus apte à négocier vigoureusement en leur nom. [...] Il aurait eu hâte de croiser le fer avec Bouchard et Parizeau à une table de négociations. [...] "Je disais au Bloc: 'Vous croyez qu'au moment de la négociation vous allez être assis en face d'un avocat raffiné de Toronto qui croit au bilinguisme et au biculturalisme. Mais vous allez plutôt être face à un avocat au regard d'acier de Calgary qui a déjà traité avec des cheiks et des révolutionnaires sud-américains. Vous n'avez jamais négocié avec ce type d'homme. Son mandat est de défendre l'intérêt des gouvernements provinciaux qui en ont assez de toute cette histoire.' »

CHRÉTIEN ET TRUDEAU EN FAVEUR DE LA SOCIÉTÉ DISTINCTE!

« Dans le dernier de ses trois discours, Jean Chrétien a fait volte-face sur la reconnaissance constitutionnelle du caractère distinct du Québec, un concept qui ne comptait pas de critique plus influent que Pierre Trudeau. "Avant d'en parler, j'ai appelé Trudeau. Il m'a dit: 'C'est toi qui es le patron. Fais ce que tu veux.' Mais je ne voulais pas qu'il me contredise. [...] Moi, je trouvais que la société distincte ne voulait rien dire et je ne voulais pas me battre contre quelque chose qui ne voulait rien dire. [...] Mais à un moment donné, je me suis dit: 'Si les Québécois la veulent tant que ça [la société distincte], on va la faire...' »



LE NOUVEAU-BRUNSWICK LORGNAIT LES ENTREPRISES DU QUÉBEC...

« Si jamais les choses en venaient à la sécession du Québec, [le premier ministre du Nouveau-Brunswick] Frank McKenna était déterminé à trouver, dans les débris de la rupture, de nouveaux éléments pour consolider l'économie de sa région et de sa province. "J'aurais visé les industries québécoises les plus vulnérables à un Oui. Celles qui, comme l'industrie aérospatiale, dépendent des politiques d'approvisionnement du gouvernement du Canada. [...] J'aurais demandé que certaines des bases militaires du Québec soient démantées au Nouveau-Brunswick." »

